

"McKinsey, Éducation nationale, hôpital... Qu'est-ce que vous faites du pognon ?"

Les inscriptions aux concours d'enseignement viennent de se clore . Le ministre a reconnu que la très légère augmentation du nombre de candidats ne suffirait pas à combler le déficit tragique que connaît la profession depuis plusieurs années, et qui interdit de sélectionner correctement ceux qui sont censés former les générations futures. À l'hôpital public, on ferme des lits, faute de personnel. Les trains, les autobus, les métros se raréfient car les régies ne trouvent personne pour accepter des postes en horaires décalés (et, pour les chauffeurs de bus, des postes exposés aux invectives et aux menaces d'un public qui a perdu toute forme de civilité). De son côté, la Grande-Bretagne s'apprête à vivre pour les fêtes des grèves d'une ampleur inégalée. Professeurs et infirmières débrayent pour protester contre la perte de pouvoir d'achat liée non seulement à l'inflation de ces deux dernières années, mais à quinze ans de lente paupérisation. Dans ce qui est officiellement la cinquième puissance économique mondiale, les professeurs et les personnels de santé ne parviennent pas à vivre décemment.

Il n'y a pas si longtemps, un mouvement social a embrasé la France. Il s'est abîmé, il est devenu sa propre caricature, récupéré par des groupuscules gauchistes qui l'ont détourné de son sens, mais le mouvement des « gilets jaunes », à l'origine, n'était rien d'autre qu'une immense colère de tous ceux qui demandaient à vivre de leur travail. Certes, ceux-là venaient majoritairement du privé. Employés, artisans, petits entrepreneurs... Mais leurs revendications étaient les mêmes : ne pas être écrasés sous les dépenses contraintes. Ne pas trimer pour compter chaque centime.

Il faut se souvenir de la vidéo qui était devenue le symbole de cette révolte. Jacqueline Mouraud, hypnothérapeute et agent de sécurité incendie pour combler ses fins de mois, se demandait comment un pays comme la France, où tant de gens paient tant d'impôts, pouvait voir ses services publics reculer et ses infrastructures se détériorer. « Mais qu'est-ce que vous faites du pognon ? », demandait-elle, résumant en quelques mots un sentiment général. Marianne en mars 2019, répondait à la question en démontrant que les prélèvements obligatoires avaient augmenté de 85 % en vingt ans et que ce « pognon de dingue » passait dans les aides destinées à compenser la désindustrialisation, au détriment des missions régaliennes de l'État et de l'investissement. Bref, les conséquences de choix politiques désastreux.

PAUPÉRISATION INTELLECTUELLE

Pourtant, la question est plus vaste. Quand un gouvernement dépense 1 milliard d'euros en missions à des cabinets de conseil (rappelons par exemple les 500 000 € payés à McKinsey par le ministère de l'Éducation nationale pour une mission de réflexion sur « l'évolution du métier d'enseignant », alors même que ce ministère compte 1,2 million de postes, dont 320 000 ne sont pas devant des classes et pourraient, pour un bon nombre, se pencher sur la question), la déperdition d'argent est

vertigineuse. C'est autant d'argent qui ne sera pas consacré à des missions concrètes, à une action auprès des citoyens. Or cette absurdité n'est que l'application au public des méthodes du privé. Voici le paradoxe : la déperdition d'argent est une spécialité de ces grands groupes tellement à l'aise dans l'univers ultra-concurrentiel de la mondialisation dérégulée. Heureusement pour eux, l'optimisation fiscale leur permet de mettre à l'abri suffisamment d'argent pour rémunérer malgré tout leurs actionnaires, laissant aux citoyens lambda le soin de financer la puissance publique et les infrastructures dont ils bénéficient.

Il faut relire le travail du sociologue David Graeber pour comprendre les mécanismes qui ont vu le capitalisme engendrer une inflation administrative digne de l'ère soviétique. On peut y associer la lecture de Jacques Ellul, qui avait parfaitement identifié la nature de cette idéologie technicienne qui part du principe qu'il existe en tout domaine une technique « absolument la plus performante », et qu'il faut donc standardiser les procédures pour mettre en place cette technique et maximiser la performance. Le résultat : une perte totale de confiance envers les individus et la création, dans toutes les structures, de postes de contrôle. Des gens, donc, qui ne produisent rien mais font en sorte d'imposer aux autres des modes de fonctionnement censés leur apprendre leur métier et éliminer un supposé coulage.

Que ces procédures émanent des groupes eux-mêmes ou, pour les PME et les TPE, d'une administration publique empressée à priver les individus de toute autonomie, elles relèvent de la même logique : le remplacement de la créativité et de l'énergie productive par l'application besogneuse des procédures et des normes. C'est finalement toute la différence entre le libéralisme et ce qu'on appelle le néolibéralisme, ce mélange de jungle et de normes tatillonnes qui permettent de déréguler les marchés et d'augmenter les flux : le libéralisme repose sur la confiance en l'individu, sur son autonomie et sa responsabilité. Et c'est bien cette philosophie politique qui a permis à l'Europe de développer depuis le XVI^e siècle les sciences et les techniques. La paupérisation actuelle de l'Europe est non seulement financière mais aussi intellectuelle.

Par Natacha Polony

Publié le 14/12/2022

Marianne